

Bibliothèque numérique

medic@

**Déclaration du Roy qui enjoint aux
médecins d'avertir les malades de se
confesser**

*Paris : chez la veuve François Muguet & Hubert
Muguet, 1712.*

Cote : 22734



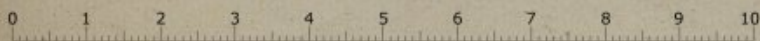
DECLARATION DU ROY,

Qui enjoint aux Medecins d'avertir
les Malades de se confesser.



Donnée à Versailles le 8. Mars 1712.

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre : A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. L'attention que Nous avons toujours eüe à seconder le zele des Evesques de nostre Royaume dans tout ce qu'ils ont crû devoir faire pour le bien de la Religion & le salut des Peuples de leurs Dioceses, Nous a porté à leur accorder toujours nostre protection, lorsqu'ils l'ont reclamée, & que Nous l'avons jugé necessaire pour l'execution de leurs pieuses intentions; & comme rien ne Nous a paru plus utile à nos Sujets, ny meriter davantage d'estre appuyé de nostre autorité, que l'Ordonnance que nostre tres-cher & bien amé Cousin le Cardinal de Noailles Archevesque de Paris, a jugé



à propos de faire le 9. Mars 1707. pour engager les
Medecins , conformément aux Decrets des saints
Conciles , & entr'autres d'un Concile tenu à Paris
en 1429. & de plusieurs Conciles Provinciaux de nostre
Royaume , à avertir les malades de son Diocese , dès
le commencement de leur maladie , de penser à leur
conscience , & de ne pas differer à leur en parler ,
quand la violence du mal ne leur permet plus d'y
mettre ordre , avec la liberté & l'attention necessaire.
Nous avons appris avec peine , qu'une Ordonnance
aussi salutaire n'a pas euë jusqu'à present l'exécution
qu'elle meritoit : & étant à craindre que celle que
nostredit Cousin le Cardinal de Noailles a faite le
seizième du mois dernier , pour renouveler la pre-
miere , n'ait pas plus de succez , & que les Ordon-
nances semblables que d'autres Evesques de nostre
Royaume ont faites ou pourront faire sur la mesme
matiere , ne demeurent aussi sans effet , si Nous n'en
assurons l'exécution , par la crainte des peines tem-
porelles , Nous avons résolu d'y pourvoir par nostre
autorité , en la maniere qui Nous a paru la plus con-
venable. A CES CAUSES & autres à ce Nous
mouvans , de nostre certaine science , pleine puis-
sance & autorité Royale , Nous avons par ces Pre-
sentes signées de nostre main, dit, déclaré & ordonné,
disons , declarons & ordonnons , voulons & Nous
plaist , que tous les Medecins de nostre Royaume,
soient tenus , le second jour qu'ils visiteront les mala-
des attaquez de fièvre , ou autre maladie , qui par sa
nature peut avoir trait à la mort , de les avertir de se
confesser , ou de leur en faire donner avis par leur

3

familles ; & en cas que les malades ou leurs familles ne paroissent pas disposez à suivre cet avis , les Medecins seront tenus d'en avertir le Curé ou le Vicaire de la Paroisse dans laquelle les malades demeurent , & d'en retirer un certificat signé desdits Curez ou Vicaires , portant qu'ils ont esté avertis par le Medecin d'aller voir lesdits malades : défendons aux Medecins de les visiter le troisiéme jour , s'il ne leur paroist par un certificat signé du Confesseur desdits malades , qu'ils ont esté confessez , ou du moins qu'il a esté appellé pour les voir , & qu'il les a vûs en effet pour les preparer à recevoir les Sacremens. Pourront les Medecins qui auront averti les Curez ou Vicaires des Paroisses où les malades font leur demeure , & qui en auront retiré un certificat signé desdits Curez ou Vicaires , continuer de voir lesdits malades , sans encourir les peines cy-dessous marquées , & chargeons en ce cas l'honneur & la conscience des Curez ou Vicaires de procurer aux malades les secours spirituels dont ils auront besoin. Voulons que les Medecins qui auront contrevenu à nostre presente Declaration , soient condamnez pour la premiere fois à trois cens livres d'amende ; qu'ils soient interdits pour la seconde fois de toute fonction & exercice pendant trois mois au moins , & pour la troisiéme , declarez déchûs de leurs degrez , qu'ils soient rayez du tableau des Docteurs ou Licentiez de la Faculté où ils auront pris leurs degrez , & privez pour toujours du pouvoir d'exercer la Medecine en aucun lieu de nostre Royaume. Ordonnons qu'il en sera usé de la mesme maniere & sous les mesmes peines pour les Chirurgiens & Apo-

tiquaires qui seront appelez pour voir les malades dans les lieux où il n'y a pas de Medecins. N'entendons au surplus dispenser les Medecins, ny les Chirurgiens & Apotiquaires dans lesdits lieux, d'avertir les malades, mesme avant le second jour de leur maladie de se confesser, lorsque la qualité du mal l'exigera. Voulons que ceux qui y auront manqué soient sujets aux peines portées par nostre presente Declaration. SI DONNONS EN MANDEMENT à nosamez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Cour de Parlement de Paris, que ces Presentes ils fassent publier & enregistrer, & le contenu en icelles garder & observer, en foy dequoy Nous avons fait mettre nostre Scel à cefdites Presentes. DONNE' à Versailles le huitième Mars, l'an de grace mil sept cens douze, & de nostre Regne le soixante-neuvième. Signé, LOUIS; Et plus bas, Par le Roy, PHELYPEAUX. Et scellée du grand Sceau de cire jaune.

Registrées, où & ce requerant le Procureur General du Roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, & copies collationnées envoyées aux Bailliages & Senéchaussées du Ressort, pour y estre lûes, publiées & enregistrées; Enjoint aux Substituts du Procureur General du Roy d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivant l'Arrest de ce jour. A Paris en Parlement le septième Avril mil sept cens douze. Signé, DONGOIS.

A PARIS,

Chez la Veuve François Muguet & Hubert Muguet,
Premier Imprimeur du Roy & de son Parlement,
ruë de la Harpe, aux trois Rois. 1712.

